

l'Enseignement technique à la Jeunesse et aux Sports (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Jeunesse et équipement sportif* [25 mai 1955] (p. 3021) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 35 : *Mainmise des marchands d'alcool sur les manifestations sportives, responsabilité de l'Etat* [9 novembre 1955] (p. 5586). = S'excuse de son absence [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896), [15 mars 1955] (p. 1398). = Obtient des congés [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896) [15 mars 1955] (p. 1398).

LANIEL (M. Joseph), *Député du Calvados (R.I.)*.

Ministre des P.T.T.

(Cabinet PLEVEN).

du 11 août 1951 au 4 octobre 1951,

Ministre d'Etat.

(Cabinet PLEVEN).

du 4 octobre 1951 au 20 janvier 1952.

Ministre d'Etat.

(Cabinet Edgar FAURE).

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Président du Conseil.

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer d'une manière uniforme, au 31 décembre

1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance ; 2° à fixer au 31 mars 1952 la date extrême à laquelle devront être prises et publiées au *Journal officiel* les décisions consécutives à ces propositions, **n° 647**. — Le 21 septembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, **n° 1188**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer définitivement la taxe à la production sur les aliments pour le bétail et les animaux de basse-cour, **n° 4100**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi modifiant la répartition des sièges des membres du Conseil de la République, **n° 9996**.

Interventions :

Est nommé : *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747) ; — *Ministre d'Etat* (cabinet Pleven) [4 octobre 1951] (*J.O.* du 5 octobre 1951, p. 10139).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat de politique étrangère*) [13 novembre 1951] (p. 7941, 7942). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre d'Etat* (cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [29 février 1952] (p. 1160). — Est désigné comme *Président du Conseil* [26 juin 1953] (p. 3150) ; et demande la convocation de l'Assemblée nationale pour le 26 juin 1953 (p. 3150). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement ; Brève mention de son dévouement présent et passé aux institutions républicaines ; Nécessité d'un gouvernement capable d'agir ; Ses observations sur la fidélité à l'alliance atlantique, l'armée européenne (Examen ajourné), l'éventualité d'une conférence à quatre, la guerre d'Indochine (Négociations envisagées), la Tunisie (Autonomie interne), la France d'outre-mer ; Sur le problème des avances de la Banque de France (Amortissement garanti et « ressources nécessaires dégagées ») ; Sur les modalités d'une politique d'économies (Non forfaitaires) ; sur la « sclérose des structures économiques » et l'équi-*

libre des échanges extérieurs; Sur la sélection des investissements; Sur la rénovation agricole (Prix du blé); Sur la politique sociale, le logement et la reconstruction; Sur la nécessité de pouvoirs spéciaux (Impôts exceptés), et d'une prompte réforme de la Constitution (En deux étapes); Sur le problème de majorité (Ni « centre droit », ni « centre gauche ») [26 juin 1953] (p. 3150 et suiv.); l'investiture lui est accordée (p. 3160);

En qualité de Président du Conseil :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Ses observations sur la moindre urgence des rapports de M.M. Meek et Fouyet, sur la majoration des allocations aux vieux travailleurs et des allocations de chômage [30 juin 1953] (p. 3177); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement : Sa demande de renvoi à la suite [30 juin 1953] (p. 3177). — Prend part à la discussion ; du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 1^{er} : Droits sur l'alcool (Remboursement nécessaire des avances de la Banque, taxe sur l'alcool et l'essence, fonds d'expansion économique et logement, économies et pouvoirs spéciaux, niveau des charges militaires) [7 juillet 1953] (p. 3298, 3299); Art. 3 : Produits pétroliers; Amendements de M.M. Sibué et Pineau tendant à maintenir au profit du fonds d'investissement routier le prélèvement prévu par la loi du 30 décembre 1951 (Appel à l'intérêt supérieur de la France, en faveur du texte gouvernemental) (p. 3307, 3308); Art. 6 : Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Pose implicitement la question de confiance contre tous les amendements (p. 3317); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Droits sur l'alcool; Pose implicitement la question de confiance sur le rétablissement du texte gouvernemental [10 juillet 1953] (p. 3463); — des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : Reddition de comptes anticipée après 75 jours de « pouvoirs spéciaux »; Action sur les prix, baisse des indices, sur les salaires, hausses partielles contrôlées et sur le niveau de l'emploi, dégrèvement des investissements et politique active du logement; Baisse du loyer de l'argent; Problèmes agricoles — notamment de la viande — en cours de solution par une

réorganisation rationnelle d'ensemble; Efforts pour développer l'exportation et réduire les marges excessives en allégeant les circuits de distribution; Efforts analogues dans le secteur commercial et dans le secteur public; Tâches d'avenir : réforme fiscale et chasse aux dépenses inutiles [8 octobre 1953] (p. 4105 et suiv.); Discussion générale (Sa réponse aux orateurs, l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire, le calcul de l'indice des 213 articles, le prix du charbon, les circulaires ministérielles réprimant le sabotage) [9 octobre 1953] (p. 4189, 4190). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : Motions votées par le Congrès national du Viet-Nam à Saïgon (Situation militaire et politique en Indochine lors de l'arrivée au pouvoir du Gouvernement, redressement en cours, contribution financière américaine, déclaration française du 3 juillet, promettant l'indépendance totale, votes successifs du Congrès de Saïgon et déclaration de S.M. Bao Daï, négociations prochaines avec le Viet-Nam pour concilier la pleine indépendance avec le maintien dans l'Union française; Inopportunité d'un débat sur ces entretiens) [20 octobre 1953] (p. 4393, 4394). — Prend part à la discussion ; des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Paradoxe à supprimer des « bonnes années qui apportent la ruine »; Refus de tout préjugé, libéral ou dirigiste (Décret-loi du 30 septembre 1953 sur l'organisation générale des marchés agricoles); Discipline nécessaire de la distribution (Réforme des circuits, réglementation des stocks), et de la production (Plan quadriennal du Commissariat, engagement de le soumettre au Parlement); Illusions d'une attitude protectionniste périmée, nécessité nationale de l'abaissement des prix de revient, crédits d'investissements (Engagement d'augmenter la part de l'agriculture); Aspect psychologique du problème agricole [22 octobre 1953] (p. 4495 et suiv.); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : « L'incident déplorable » du Congrès de Saïgon (Explications demandées et reçues de Bao Daï, vote confus sur la motion du Dr Kuong, malaise aujourd'hui dissipé); Redressement de la situation militaire, accroissement des forces vietnamiennes, lassitude du Viet-Minh; Redressement politique (Construction du Viet-Nam libre, déclarations Blum 1946 et Moutet 1947, « progrès » accomplis

depuis Fontainebleau par la notion d'Union française, détente franco-cambodgienne et accord franco-laotien, « interprétation souple » du rôle « coordonnateur » de la France; Appui accru des U.S.A. (Eloge de l'Union française par le Secrétaire d'Etat, augmentation de la contribution financière américaine); Perspectives de négociations internationales (Allusions de MM. Malenkov et Chu En Lai, depuis l'armistice de Corée), ou directes (Si Ho Chi Minh renonçait à la lutte, et après consultation avec les Etats associés); Refus d'abandonner l'Indochine faute d'intérêts « mercantiles » à y défendre; Appel au Parti socialiste [27 octobre 1953] (p. 4602 et suiv.); -- des interpellations sur la politique européenne : Discussion générale (Suite du débat) [20 novembre 1953] (p. 5356); Les conférences des Bermudes et de La Haye, la bonne foi française à l'égard de l'U.R.S.S., le problème de la guerre indochinoise, la question de la Sarre gage d'équilibre et de concorde entre la France et l'Allemagne, la garantie anglaise d'association avec la C.E.D., l'Europe ultime but des efforts français [24 novembre 1953] (p. 5484 et suiv.); Pose la question de confiance sur l'ordre du jour de M. Garet (p. 5518); Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Acceptation par l'U.R.S.S. d'une conférence à quatre, position du chef du Gouvernement à l'Assemblée et aux Bermudes) [27 novembre 1953] (p. 5626, 5627). — S'associe à l'hommage rendu au Président Herriot [1^{er} décembre 1953] (p. 5771, 5772). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Vote rapide du budget, émission d'un emprunt en décembre [1^{er} décembre 1953] (p. 5773, 5774). — Sa demande de convocation de l'Assemblée nationale pour une session extraordinaire en 1954 [31 décembre 1953] (p. 7190). — Est entendu : pour une communication du Gouvernement touchant la politique générale, après l'élection de M. le Président de la République : Bilan des efforts du Gouvernement depuis juillet, situation de la trésorerie en francs et en devises, problème social, logements, salaires, emplois, pouvoir d'achat, situation économique (Commencement d'expansion), offre de reconduction du contrat conclu lors de l'investiture, perspectives de politique étrangère avant la prochaine conférence de Berlin, débat à prévoir sur

la C. E. D., espoir mesuré de détente avec l'U. R. S. S. et en Indochine, perspectives de réforme constitutionnelle, nécessité d'une décision d'urgence pour que la France puisse être présente à Berlin [6 janvier 1954] (p. 2 à 6); -- sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement après l'élection de M. le Président de la République : Demande le renvoi à la suite (p. 8) et pose implicitement sur ce point la question de confiance [6 janvier 1954] (p. 16). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Diethelm [14 janvier 1954] (p. 67). — S'associe à l'hommage rendu à M. Saint Laurent premier Ministre du Canada [9 février 1954] (p. 107). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : Discussion générale (Dispositions à négocier du Gouvernement, caractère de propagande des propositions d'Ho Chi Minh, participation des Etats associés à la conférence de Genève, garanties exigées avant le cessez le feu, protection des soldats et des amis de la France, guet-apens du 19 décembre 1946, hommage au corps expéditionnaire d'Indochine, volonté désormais unanime de négocier la paix en Indochine [5 mars 1954] (p. 713 et suiv.); Conditions politique et militaires favorables aux négociations, accord franco-vietnamien, indépendance de la France [9 mars 1954] (p. 757); Amendement de M. Delachenal à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un cessez le feu garantissant la sécurité des troupes avant la conférence de Genève) (p. 773); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Sanctions prises contre le maréchal Juin, sa déclaration publique sur la C.E.D., les relations entre le pouvoir civil et l'autorité militaire, les règles de la discipline militaire) [1^{er} avril 1954] (p. 1594, 1595). — Associe le Gouvernement à l'adresse de sympathie au Parlement de Grande-Bretagne à l'occasion du cinquantième de l'Entente cordiale [8 avril 1954] (p. 1873). — Est entendu : pour une déclaration du Gouvernement sur la situation en Indochine : Objectifs du Gouvernement, conditions de paix, offensive du Viet-Minh contre Dien-Bien-Phu, effort de la diplomatie française aux Bermudes, à Berlin, à Genève, aide de la Chine

au Viet-Minh, déclarations de M. Dulles [9 avril 1954] (p. 1972, 1973) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2093) ; *Evolution de la question en Indochine depuis le 9 avril, bataille de Dien-Bien-Phu, confiance du Gouvernement dans le commandement en Indochine, volonté de paix, risque d'internationalisation du conflit, contacts entre M.M. Daniel Mayer et Bidault* (p. 2097 et suiv.) ; *Pose la question de confiance pour le renvoi des interpellations à une date qui sera fixée ultérieurement* (p. 2100) ; *Signification et portée du vote sur la question de confiance pour la Conférence de Genève* [6 mai 1954] (p. 2144) ; — pour une communication : *Chute de Dien-Bien-Phu, hommage à ses héroïques défenseurs* [7 mai 1954] (p. 2223) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation en Indochine : *Contrôle parlementaire sur les opérations en Indochine, création d'une commission des affaires d'Indochine ne comptant pas de communistes parmi ses membres* [11 mai 1954] (p. 2336, 2337) ; *Pose la question de confiance sur le renvoi à la suite de la discussion des interpellations* (p. 2345) ; *Evénements et décisions intervenus en Indochine depuis juillet 1953, plan Navarre, solidarité ministérielle, choix de Dien-Bien-Phu, défense du Laos, aide chinoise au Viet-Minh, missions effectuées par les membres du Gouvernement en Indochine, aspect diplomatique du problème, risques d'une crise ministérielle* [13 mai 1954] (p. 2369 et suiv.) . — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Sa demande de suspension de séance* [8 juin 1954] (p. 2829) ; *Reprise à son compte des déclarations passées de M. Mendès-France les 3 et 4 juin 1953 (Impossibilité de tout dire à la tribune, allègement nécessaire du fardeau financier d'Indochine, solution pacifique souhaitable, pas question de capituler)* ; *Détails secrets fournis et à fournir à la Commission de coordination des affaires d'Indochine* ; *Indépendance accordée aux Etats associés (Défense des traités du 3 juillet 1953)* ; *Organisation des responsabilités gouvernementales : nominations de M. Frédéric-Dupont et du général Ely* ; *Aide fournie par les Américains pour la guerre comme pour la paix* ; *Offres de paix prétendues d'Ho Chi Minh à un journal suédois* ; *Intervention chinoise (Défense*

du général Navarre), internationalisation éventuelle (redoutée) du conflit ; Renforts envoyés et promis pour le corps expéditionnaire, volonté pacifique de la France à Genève (Engagement de consulter le Parlement en cas d'échec) ; Impossibilité actuelle d'une majorité forte ; Nécessité d'en finir avec le débat permanent sur l'Indochine [9 juin 1954] (p. 2871, 2872, 2873) ; *Pose la question de confiance, dans les formes constitutionnelles, contre la priorité et contre l'adoption des ordres du jour déposés par M.M. Lussy, Caillet et Duclos* (p. 2876) ; *Prend position contre l'ordre du jour de M. Lussy (Sa clause repoussant l'envoi éventuel du contingent), contre celui de M. F. Caillet (Impossibilité pour l'opposition de réunir une majorité constructive, refus d'un arbitrage numérique du parti communiste, disqualifié par sa prise de position en faveur de l'ennemi), contre celui de M. Duclos (Diktat du Viet-Minh) ; Dangers d'une interruption des négociations de Genève ; Vote sans équivoque : pour ou contre un « Munich asiatique » et un « renoncement à l'alliance atlantique »* [12 juin 1954] (p. 2972, 2973) . — Donne la démission du Gouvernement à M. le Président de la République [12 juin 1954] (p. 2983) . — Cette démission est acceptée le 13 juin 1954 (séance du 17 juin 1954, p. 2992) . — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843) . — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Ses responsabilités dans la déposition de Ben Youssef* [8 octobre 1955] (p. 4964) . = *S'excuse de son absence* [20 mars 1953] (p. 2058), [6 août 1954] (p. 3906), [7 octobre 1954] (p. 4568) . = *Obtient des congés* [20 mars 1953] (p. 2058), [6 août 1954] (p. 3906), [7 octobre 1954] (p. 4568) .

LAPIE (M. Pierre-Olivier), Député de Meurthe-et-Moselle (S.).

Son élection est validée [17 juillet 1954] (p. 5944) . = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; membre de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des finances [27 mai